

Les leçons du passé

Par Sushil Khushiram

Il est clair que l'économie mauricienne est engagée sur une pente glissante qui ne manquera pas de déboucher sur une crise, à moins que les politiques populistes ne soient réajustées. Les déséquilibres macro-économiques persistent, et le risque d'un troisième déclassement du crédit souverain au statut de *junk* n'est pas à écarter.



La dette publique est à un niveau élevé et insoutenable, résultant du financement de déficits budgétaires excessifs, malgré le recours massif à la planche à billets de la banque centrale. L'inflation, récemment à deux chiffres, devrait rester forte dans les années à venir. La croissance du PIB à moyen terme ne devrait pas dépasser 3 % par an, en raison d'une population active en déclin et de secteurs clés touchés par un manque de main-d'œuvre. L'investissement est de plus en plus concentré dans des activités relativement moins productives, telles que des projets à portée politique dans le secteur public et des développements immobiliers dans le secteur privé.

Les comptes extérieurs constituent une préoccupation majeure et représentent le talon d'Achille de l'économie. La croissance des exportations en dollars américains a à peine réagi à la dépréciation de la roupie d'environ 20 % au cours des trois dernières années, tandis que la valeur en dollar américain des importations a continué de croître, alimentée par des politiques budgétaires expansionnistes et des prix élevés de l'énergie. Le déséquilibre du compte courant extérieur a plus que doublé en dollar américain, malgré la reprise des recettes touristiques.

Les pénuries de devises sont devenues chroniques, et un régime informel de contrôle des changes est appliqué pour restreindre les sorties de devises. Un marché noir offshore de devises étrangères s'est déjà développé. Les *swaps* de devises avec les banques se multiplient, ce qui contribue en partie à retarder les pressions sur la roupie. Les réserves de change diminuent et ne dureront que quelques années encore.

PAGE 4

La taxe sur la valeur foncière pour réduire les inégalités

Par Sameer Sharma

PAGE 5

What makes an exceptional CEO?

By Mubarak Sooltangos

PAGE 9

Why governments hate honest money

By Daniel Lacalle

PAGE 11

Voting with their feet

By Lipton Matthews

PAGE 13

La justice est-elle la finalité du droit ?

Par Milan Meetarban

La crise des années 70

Un parallèle peut être établi entre la situation actuelle et les difficultés économiques rencontrées vers la fin des années 1970. Pour rappel, le prix du pétrole a quadruplé en 1973-74 après la guerre du Yom Kippour, et encore doublé en 1979 dans le sillage de la révolution iranienne. L'impact de ces chocs des prix de l'énergie, conjugué à des dépenses budgétaires excessives, a conduit à une dépréciation de la roupie de plus de 20 % en 1979, suivie d'une autre dépréciation d'environ 16 % en 1981.

Les réserves de change se sont réduites à seulement quelques semaines d'importations, et le Fonds monétaire international a été appelé à la rescousse avec un programme de restructuration budgétaire drastique. Des mesures strictes de réduction des revenus et des dépenses ont été appliquées, notamment l'introduction d'un *sales tax*, ainsi qu'une dépréciation graduelle de la roupie.

La banque centrale s'est transformée en machine à imprimer pour répondre aux besoins de dépenses du gouvernement.

Ces mesures correctives en matière de politique budgétaire, de taux de change, parmi d'autres, ont permis de jeter les bases d'une reprise économique dans les années 1980, sous l'impulsion de l'industrie textile d'exportation, du tourisme, puis des services financiers offshore.

Les différents gouvernements qui ont suivi ont pris au sérieux les grandes leçons de cette crise pétrolière mondiale et se sont efforcés de maintenir une bonne dose de discipline budgétaire dans l'intérêt de la stabilité économique à long terme. Les programmes fiscaux populistes n'ont cependant jamais été complètement abandonnés, avec des promesses électorales relatives à la gratuité de l'éducation et des transports, et à l'augmentation des retraites et d'autres prestations sociales.

Néanmoins, les déficits budgétaires ont été relativement maîtrisés, et la dette publique est restée dans les limites recommandées pour les pays à revenu intermédiaire. Parmi certaines réformes importantes, une taxe sur la valeur ajoutée a été introduite, et une autorité fiscale créée pour renforcer les recettes.

Des chocs externes majeurs ont également été enregistrés avec le passage au millénaire, lorsque les quotas préférentiels du textile ont pris fin suite à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, et que le régime préférentiel de l'Union européenne pour nos exportations de sucre a été progressivement supprimé. Environ un quart de notre secteur textile a disparu, et le secteur du sucre a subi de profondes réformes pour se centraliser et se diversifier dans la production d'électricité.

La réponse budgétaire à ces graves perturbations a fourni l'allègement nécessaire pour soutenir l'économie, mais a par ailleurs tenu compte du déficit et de la soutenabilité de la dette. Préserver l'espace budgétaire pour tout événement défavorable à venir était également pertinent pour exercer une restriction des dépenses. Heureusement, l'expansion marquée des secteurs des technologies de l'information et de la communication, et des services financiers a aidé l'économie à surmonter l'impact négatif de la perte des préférences commerciales.

Largesse budgétaire

Les chocs externes plus récents qui ont secoué l'économie sont dus à l'épidémie de Covid et à la guerre en Ukraine, à travers des hausses des prix des matières premières et de l'énergie ainsi que des ruptures d'approvisionnement. Maurice a répondu par une expansion budgétaire massive, parmi l'une des plus élevées au monde par rapport au PIB, alors que les finances publiques étaient déjà grevées par des augmentations démesurées des pensions de vieillesse à des fins électorales.

En outre, la banque centrale s'est transformée en machine à imprimer pour répondre aux besoins de dépenses du gouvernement, ce qui a encore alimenté la dépréciation de la roupie et l'inflation. Les finances publiques ont également été alourdies par les renflouements du groupe BAI, de MauBank et d'Air Mauritius, ainsi que par l'indemnisation de Betamax, en plus du gaspillage et de la corruption endémiques. Ces dépenses budgétaires inconsidérées auraient pu être dûment évitées ou maintenues dans des limites gérables.

Les leçons durement apprises du passé en matière de rigueur et de viabilité fiscale ont été commodément abandonnées.

Les efforts déployés pour augmenter les recettes grâce à la taxation du pétrole, à une cotisation de retraite obligatoire nouvellement introduite (CSG), ainsi qu'à un prélèvement temporaire sur les hauts revenus, s'avèrent insuffisants pour répondre aux besoins de dépenses sociales sans cesse croissants et pour compenser l'inflation. Le déficit budgétaire et la dette publique sont trop élevés. Les leçons durement apprises du passé en matière de rigueur et de viabilité fiscale ont été commodément abandonnées.

Investissements publics

Contrairement aux années 80, le pays ne peut espérer améliorer la croissance économique sans gains de productivité importants. La nécessité des investissements en capital pour stimuler la productivité à long terme n'est plus à établir. Les investissements du secteur public, concentrés sur le secteur des transports avec la construction de routes et du métro et sur les logements sociaux, sont toujours en baisse de 15 % en termes réels, comparé à la période pré-Covid. Des investissements beaucoup plus importants sont requis pour développer les infrastructures clés du pays, notamment l'eau, l'énergie et la gestion des déchets.

Les graves problèmes qui apparaissent dans les secteurs clés des infrastructures, amplifiés par l'impact des changements climatiques, reflètent un manque flagrant d'investissements en capital. L'urgence d'une nouvelle centrale électrique devient critique. L'eau non facturée dépasse 50 % en raison d'un système de tuyauterie désuet. Le réseau d'eaux usées couvre toujours moins de la moitié de l'île. La construction d'une autre décharge de déchets se fait attendre depuis longtemps.

Une réintroduction effective de la budgétisation par programme devrait permettre de donner la priorité aux investissements publics dans les secteurs ayant un potentiel plus productif. Notre infrastructure est à la traîne, et nos opportunités de croissance peuvent être améliorées par une restructuration en profondeur des services publics, surtout l'éducation et la santé. Des politiques de tarification saines et une gestion efficace doivent être favorisées, soutenues par des investissements et une expertise étrangers dont le pays a cruellement besoin.

Privilégier les investissements publics pour stimuler la croissance à long terme souligne l'importance d'une allocation responsable des dépenses courantes du gouvernement. L'expansion continue des dépenses de retraite et de protection sociale ne peut être maintenue sans des réformes structurelles majeures, y compris un ciblage des ressources pour les plus méritants. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons tenir compte des leçons des années 1980 et éviter les conséquences désastreuses d'une mauvaise gestion budgétaire.

Maurice ne retrouvera pas sa santé économique et n'améliorera pas son niveau de vie sans une saine gestion des finances, afin de mieux équilibrer le compte externe pour stabiliser la roupie et réduire l'inflation. Que Maurice puisse retrouver le statut de pays à revenu élevé avec une économie en déséquilibre et une monnaie faible relève tout simplement de la pensée magique.

Sushil Khushiram était directeur de recherche de la Banque de Maurice, président de la Bourse de Maurice, ministre du développement économique et des services financiers, et conseiller spécial de la Banque africaine de développement.

La taxe sur la valeur foncière pour réduire les inégalités

Par Sameer Sharma

L'île Maurice, un joyau de l'océan Indien, est connue pour sa beauté naturelle, sa diversité culturelle et sa croissance économique fulgurante. Cependant, derrière cette façade idyllique se cache une réalité troublante : les inégalités de richesse y sont en constante augmentation. Pour lutter contre ce fléau, l'île Maurice pourrait s'inspirer du succès de la taxe sur la valeur foncière, un instrument puissant utilisé avec succès dans d'autres pays pour réduire les inégalités de richesse.



La taxe sur la valeur foncière, également connue sous le nom de *land value taxation* (LVT), est une forme de taxation qui repose sur la valeur de la terre nue, excluant les améliorations apportées au terrain. Contrairement aux taxes traditionnelles sur la propriété qui pèsent sur les bâtiments et les infrastructures, la LVT vise à capturer la valeur économique de la terre en elle-même. En d'autres termes, la taxe est basée sur l'emplacement de la propriété et sa valeur potentielle, plutôt que sur les investissements ou les améliorations apportées à la propriété.

La LVT peut contribuer à réduire les inégalités de richesse de plusieurs manières. Tout d'abord, elle favorise une utilisation plus efficace de la terre. Les propriétaires de terrains inutilisés ou sous-développés sont incités à exploiter pleinement leur potentiel, ce qui peut stimuler le développement économique. De plus, la LVT peut décourager la spéculation foncière, car les propriétaires sont tenus de payer des taxes sur la valeur croissante de leurs terrains, les encourageant ainsi à les mettre en valeur plutôt que de les laisser inexploités.

Exemples de succès mondiaux

Plusieurs pays ont déjà adopté avec succès la LVT pour lutter contre les inégalités de richesse. Un exemple notable est l'Estonie, où la LVT est l'une des principales sources de revenus pour les municipalités. Les taux de la LVT en Estonie sont basés sur la valeur cadastrale des terrains, ce qui permet de réduire la pression fiscale sur les bâtiments et les améliorations foncières.

Le Danemark est un autre exemple intéressant. Dans ce pays, la LVT est utilisée pour encourager le développement des zones urbaines tout en décourageant la spéculation foncière. Les taux de la LVT au Danemark varient d'une municipalité à l'autre, ce qui permet une adaptation aux besoins locaux.

La taxe est basée sur l'emplacement de la propriété et sa valeur potentielle.

Enfin, Taiwan a adopté la LVT avec succès pour financer des projets d'infrastructure et réduire les inégalités de richesse. Les taux de la LVT à Taiwan sont basés sur la valeur locative des terrains, ce qui garantit une taxation équitable.

Détermination flexible des taux de taxation

La détermination des taux de taxation de la LVT peut varier en fonction du pays et de la région. Dans de nombreux cas, les taux sont fixés par les autorités locales, ce qui permet une adaptation aux besoins spécifiques de chaque communauté. Les taux peuvent être basés sur la valeur cadastrale, la valeur locative ou d'autres critères définis par la législation fiscale.

En Estonie, par exemple, les taux de la LVT sont fixés par les administrations locales en fonction de la valeur cadastrale des terrains. Cette flexibilité permet de prendre en compte les spécificités locales.

Au Danemark, les taux de la LVT varient d'une municipalité à l'autre et sont établis en fonction des besoins de chaque zone urbaine. Cela permet de cibler de manière efficace les terrains sous-utilisés ou non développés.

À Taiwan, les taux de la LVT sont également basés sur la valeur locative des terrains, ce qui permet une taxation équitable en fonction de la valeur économique réelle de la terre.

Pour lutter contre les inégalités de richesse à l'île Maurice, il est temps d'explorer des solutions novatrices telles que la taxe sur la valeur foncière. En s'inspirant des réussites de pays comme l'Estonie, le Danemark et Taiwan, l'île Maurice pourrait transformer son paysage fiscal pour le bénéfice de tous. La LVT n'est peut-être pas la solution unique, mais elle mérite certainement d'être étudiée de plus près comme un moyen potentiel de réduire les inégalités de richesse et de créer un avenir plus équitable pour tous les Mauriciens. Grâce à sa progressivité intrinsèque et à une détermination flexible des taux de taxation, la LVT offre une voie vers une fiscalité plus équitable et une société plus équilibrée à l'île Maurice.

Sameer Sharma est un Chartered Alternative Investment Analyst et un Certified Financial Risk Manager.

What makes an exceptional CEO?

By Mubarak Sooltangos

A chief executive officer (CEO) is, by definition the topmost officer in a business organisation, responsible for the proper execution of all operations. But this definition is restrictive because more importantly, he has a primordial task, requiring intelligence and foresight, which is the formulation of a strategy and obtaining the approval of his Board of Directors. This involves issues relating to the future, i.e. a continuation of the growth of the business and very often departures from previous strategies if circumstances demand, and this may involve costly investments.



The CEO is not expected to execute operational processes personally, but he must have an insight into various operational issues like production, marketing, sales, human resource management, accounting, logistics and finance management. On top of this, for his strategic decisions, he needs to be aware of major happenings in the world, in his sector of activity and in competing businesses, and must have the required judgment to sieve important information from peripheral issues.

Being an all-rounder

The span of a CEO's responsibility is wide, and he must have an understanding of all operational issues, albeit with limited depth, to be able to have a "helicopter view" of the whole business, and avoid being misled by mid-managers, who are, by nature, specialists in their respective fields. This determines the first and foremost quality which a CEO must have, namely that of being an all-rounder and endowed with maturity and judgment to be able to make a decision which takes into account all the implications, even peripheral ones, which specialist managers often neglect, through a lack of comprehensiveness in their analyses and an excess of focus on their own tasks. A helicopter view has the advantage of allowing a CEO to have a holistic view of his business, and move away from the "firefighting syndrome" which takes up valuable top management time, which should ideally be dedicated to thinking strategically rather than dealing with operational matters on a hands-on basis.

Being an inspirer

Everybody believes in the cliché that the foremost quality of a CEO is to be a leader. There are a lot of flaws in this reasoning, if at all it is a reasoned assumption. A poor leader enforces his way of thinking and his methods by force and is often ruthless in man management. A good leader gently instils his vision and his way of thinking into the minds of his subordinates through convincing, and this seems to work most of the time. But isn't there a more intelligent approach which decision makers have not researched?

A good leader will have his work done by his team, but his subordinates will be executing tasks and implementing processes which are the fruit of somebody else's thinking. This is where a higher category of CEOs, who "inspire" rather than "lead" have an edge. The inspirer is one who favours thinking among his senior staff over blind following and the execution of tasks. If a CEO forces admiration for his own higher thinking and inculcates in his immediate subordinates his habit of thinking and his thinking methods, with a view to doing smart business and innovating, he has a better recipe for success.

No individual has the monopoly of thinking, and if a CEO inculcates the thinking habit in his subordinates, the "think tank" that he creates automatically adds value and the flow of ideas is likely to have a better balance of "top-down" and "bottom-up" processes and be more inclusive and interactive. However intelligent a CEO is, he will rarely dissect and analyse his own ideas clinically as he would for suggestions coming from others, because all good CEOs have a degree of impulsiveness in them, which makes them trigger processes after a quick decision-making process. When a mid-manager has an innovative idea, submits it to his CEO who refines it, adds value to it and takes steps to eliminate its inherent risks, and he gets back around 80% of his original idea to put into action, he would be implementing a plan of his own thinking, as opposed to one of a leader, however good he may be. This is a process which is likely to create "ownership" of ideas and processes and total dedication to ensuring their success.

An inspiring CEO needs not have exceptional leadership qualities.

This is what an inspiring CEO is made of, namely provoking thought and rewarding ideas that turn into successes for the business. Such a CEO is at the same time grooming people to constantly come up with new ideas, ensuring a succession planning in his company, and he would be wise to pay tribute to what his subordinates achieve as a result of their smart thinking, rather than taking all the credit for himself, as leaders normally do. An inspiring CEO needs not have exceptional leadership qualities. His immediate subordinates will lead the rest of the staff by themselves, if they love what they are doing.

Being a strategy catalyser

Business gurus will say that consultation in strategy formulation is crucial. In this exercise, it is not rare to see CEOs holding plenary meetings with large groups of employees of different capabilities and of differing levels of intelligence at the same time. In such endeavours, which deciders call "communication" or "consultation", the most likely outcome is that the talking is restricted to a few individuals and the majority remains silent, either for lack of understanding of the important, strategic issues being addressed or by fear of being ridiculous. The exercise finally boils down to a one-way traffic, where the CEO cascades down the strategy which he has already determined in his own mind. The exercise, at its very best, tells him if his ideas are acceptable or if there is opposition to them among his staff.

In the inspiring CEO's domain, strategic thinking is a permanent process, because his managers are trained to think, as a second nature, and to communicate their thinking to their boss, without inhibition. In actual fact, the consultation, communication of new ideas and their objective and interactive analysis becomes a permanent feature, and strategic thinking almost a way of life.

Not allowing himself to be taken to ransom

We are living in an era where excessive regulation and blind compliance to rules have taken a toll on common sense, pragmatism and productive thinking. All big companies have an armada of in-house legal officers, compliance officers, anti-money laundering specialists, finance managers with an accounting background and good governance specialists. These people actually forget that they are working in a business company where the end objective is to make the business grow, to be profitable and to create shareholder value. Besides this, they have little concern about how the money which pays their salary is earned, and with what difficulty.

It is also a widespread feature that decisions are increasingly being taken in committees where all these academics have a sustained presence. The forward-looking CEO is faced with opposition of all sorts. Either his ideas are found to be too risky, or to be in infringement of rules, however marginally or having in them the possibilities of being perverted and producing negative results. These academics seldom have solutions to the problems that they themselves flag out, and they finally turn out to be brakes to business rather than facilitators.

The last thing to do for a CEO is to ask a legal officer to draft a contract concerning a business deal.

As an example, the last thing to do for a CEO is to ask a legal officer to draft a contract concerning a business deal or a commercial partnership. The legal mind will include so many safeguards for the company in the document that it will finally lose the business opportunity, because the contract would be overly one-sided, to the detriment of the potential partner.

Finally, most decisions are taken by consensus in committees, and no wonder these decisions turn out to be impossible to implement to suit the real needs of the business and very unlikely to materialise into a profitable breakthrough of an exclusive nature. The worst that can happen is when these academics are promoted to holding seats on Boards of Directors, and they literally hold the CEO to ransom with their restrictive and over-cautious thinking. None of them will ever admit that such a failure is a result of a collective decision, and the CEO will be alone to take ownership of the failure.

Company owners must realise that a CEO is a star, one who makes things happen with his superior thinking, often round the clock, and he must be allowed to overrule any advice given by his host of desk professionals. Consultation is a virtue, but the end decision should be left to the CEO, not acting under any compulsion from his subordinates, because at the end of the day, he will be alone to face the music. He should have the paternity of all successes, because he will be held solely responsible for any failure, without anyone who imposed his point of view to coerce him ever coming forward to make it a collective responsibility and take his fair share of blame in the failure.

Delegating and monitoring

Weak CEOs are those who take on themselves the responsibility of the implementation of operational tasks, however glorifying and self-satisfying some of these tasks may be. The more they engage in operations, the lesser time they have at their disposal to think globally about strategic and management issues. Delegation of responsibilities is a must in any business concern. True, a CEO is likely to perform most of the operational tasks better than anybody else, but delegation is a risk worth taking. If a subordinate manager comes up with ideas and performs tasks delegated to him by higher management, a success rate of 7 out of 10 tasks would be acceptable. Delegation allows mid-managers to cut their teeth at learning and progressing within the organisation, and their overall effectiveness will improve over time. By and large, the effectiveness of the whole organisation will also be enhanced.

Delegation, however, comes with the necessary discipline of monitoring and asking for progress reports, otherwise it is abdication and the absence of accountability. The necessity of monitoring and asking for feed-backs is all the more important because a CEO is responsible for all shortcomings within his company, whether he has a direct involvement in any of them or not. A CEO who does not delegate will never allow his company to grow, because he will bog himself down to doing operational tasks and, in this scenario, there is no time available for him to think forward, this being synonymous with more tasks for him to perform and a perpetual race against time.

All the essential qualities of an exceptional CEO turn out to be subjective qualities.

Being alert to human psychology

All businesses have human involvement in their processes. The human element is present in staff, suppliers, customers, bankers, regulators, chairmen, boards of directors and shareholders. Wherever there is human intervention, there is a strong element of subjective behaviour which comes into play, and this is immutable.

A company may be the customer of the biggest bank in the country, but its CEO or finance director are intrinsically dealing with a single relationship manager, with his human limitations, ego, emotions and reflexes. It would suffice for a relationship manager to think that he has gone a bit too far in financing a company, and that this can impact negatively on him that he may suddenly develop the reflex of trying to claw back his financing. Consequences of such unpredictable human reflexes can be devastating for a company, and it may find itself suddenly out of its comfort zone, forced to find funds to reduce its borrowings and to review its investments programme.

A knowledge of psychology is crucial for any CEO.

A knowledge of psychology is crucial for any CEO because the mindsets of different people are different, as well as their aspirations. For example, a business plan can never be of a standard format for all purposes, and there can never be a template to produce such a plan. A business plan written for the intention of a banker, a board of directors, a government licensing authority or a potential business partner has to address the expectations of the party to whom it is addressed. In its formulation, it has to reply to questions which the interface may be asking himself, even before such questions are raised.

This is where psychology comes into play. In certain circumstances, where a business discussion or negotiation is taking place, the proposer has little time to assess what is in the mind of his vis-à-vis. He must train himself to read into the minds of people instantly and decipher what they may be thinking about, and whether these thoughts are likely to affect the outcome of the discussion. A CEO who has this proficiency to read into the minds of his business co-stakeholders literally has the capacity of buying and selling them many times over, as he wishes.

My readers will have realised that all the essential qualities of an exceptional CEO turn out to be subjective qualities, which have nothing to do with objective things like production, buying, selling and managing finance. These are all common trades which can be learnt from books. Subjective approach in business and harnessing the subjectivity of people to achieve profitable ends is an art, rather than a science, and it goes a long way into shaping an ordinary CEO into an exceptional one.

Mubarak Sooltangos (msooltangos@gmail.com) is a business trainer, a strategy and management consultant and author of Business Inside Out (2018) and World Crisis – The Only Way Out (2020).

Why governments hate honest money

By Daniel Lacalle

The middle class in all developed economies is disappearing through a constant process of erosion of its capacity to climb the social ladder. This is happening in the middle of massive so-called stimulus plans, large entitlement programs, endless deficit spending, and “social” programs.

The reality is that those who blame capitalism and free markets for the constant erosion of the middle class should think better of it. Massive money printing and constant financing of larger governments with new currency have nothing to do with capitalism or the free market; it is the imposition of a radical form of statism disguised as an open economy. Citizens who hail the latest government stimulus plan fail to understand that the government cannot give you anything that it has not taken from you before. You get a \$1,000 check, and you pay three times over in inflation and real wage destruction. That is why a group of economists and experts have launched the Honest Money Initiative. To stop the destruction of the fabric of the economy, the middle class, and businesses via constant debasement of the currency that governments monopolize.



Citizens rarely understand inflation. Many believe that inflation is equivalent to rising prices and therefore blame those who place the tag on a product for the loss of purchasing power of a currency. However, inflation is caused by more units of currency going toward the same number of goods and services. Printing money above demand is the only thing that makes prices rise in unison. If a price rises due to an exogenous reason but the quantity of currency remains equal, all other prices do not rise.

Citizens' misinformation about inflation is not their fault. There is an army of so-called experts aligned around governments trying to convince them that inflation is caused by anything and everything except the only thing that can make aggregate prices rise at the same time: devaluing the purchasing power of the currency. To allow governments to bloat their size in and out of crises, you must be convinced that the quantitative theory of money does not exist. Money supply times the velocity of money equals the price level, or inflation times the real output of the economy. More money in the system creates higher inflation.

The way to convince you that the previously mentioned theory does not exist is to tell you that between 2009 and 2018, there was no inflation, yet the money supply grew significantly. This argument ignores that in that same period, healthcare, childcare, housing, and other non-replaceable goods and services rose an average of 57%, as did the enormous asset price inflation created from real estate to stocks and bonds when money velocity was plummeting.

There is no such thing as “cost-push inflation”, commodity inflation, or supply-chain inflation. There are always more units of currency going to relatively scarce goods and services. Think about it for a second. If suddenly the price of oil rises abruptly for an exogenous factor, like a war, and the quantity of currency is the same, citizens would have less money to purchase other goods and services. The only way in which one cost creeps its way to the final price of a good is if the units of currency issued are rising faster than economic output.

Printing money above demand is the only thing that makes prices rise in unison.

Imagine a twelve-inch stick. You and I understand its size because the unit of measurement does not change. Now imagine that the government and the central bank changed the unit of measure

at will. The same stick would be twelve, twenty, or thirty inches, depending on how the measuring unit is manipulated.

Inflation is the perfect and most immoral of taxes

Inflation is the perfect and most immoral of taxes because governments and politicians place the blame on supermarkets, service stations, corporations, or foreign producers and present themselves as the solution to the problem these governments have created. Inflation is the constant loss of purchasing power of the currency issued by the government.

Citizens do not understand inflation because most cannot imagine why the government would want them to be poorer. Inflation is the transfer of wealth from savers and real wages to indebted governments. It makes the size of government in the economy larger and erodes the wealth of the private sector. Why?

The artificial creation of new units of currency is never neutral. It disproportionately benefits the first recipients of the new units, government spending and the deficit, and massively hurts the last recipients of money: real wages and savings. It is, in essence, a process of stealth nationalization of the economy.

Government size rises massively in crisis times because “they have to spend” and rises further in recovery times as taxes rise and “extraordinary” spending plans are consolidated and perpetuated while the tax wedge only rises and inflationary pressures persist.

Some want to believe that artificial money creation comes from private banks, not central banks. It is easy to debunk. Make the central bank stop purchasing government bonds, bloating its balance sheet, printing money out of thin air, and manipulating the price of money (interest rates), and we will all see how private banks do not expand the money supply exponentially. Even central banks call it “the transmission mechanism” of monetary policy, and that is why they monitor credit growth as a positive development no matter the accumulated risks.

Sound money is as important as independent institutions

In his book *The Economic Consequences of the Peace*, John Maynard Keynes wrote, “Lenin is said to have declared that the best way to destroy the capitalist system was to debauch the currency. Through a continuing process of inflation, governments can confiscate, secretly and unobserved, an important part of the wealth of their citizens. By this method, they not only confiscate, but they confiscate arbitrarily, and while the process impoverishes many, it actually enriches some. The sight of this arbitrary rearrangement of riches strikes not only at security but also at confidence in the equity of the existing distribution of wealth”.

There is no such thing as “cost-push inflation”, commodity inflation, or supply-chain inflation.

Citizens are being robbed of their ability to climb the social ladder through constant financial repression and tax increases. Of course, we are always told that all spending increases will be paid by “the rich”, the modern cornucopia myth that is supposed to cover all the government imbalances and finance every entitlement plan forever. Obviously, those who are fooled by the promise of eternal government free money paid by “the rich” face the harsh reality of paying for the government’s “generosity” multiple times over in lower real wages, lower disposable income, and higher inflation.

The Honest Money Initiative was created to remind citizens that there is no such thing as the cornucopia of the magic government money tree. The reason why it is crucial now is because society seems powerless at the sight of yet another multi-trillion-dollar spending plan financed with currency printed out of thin air.

In *The Theory of Money and Credit*, Ludwig Von Mises explains: “The sound-money principle has two aspects. It is affirmative in approving the market’s choice of a commonly used medium of exchange. It is negative in obstructing the government’s propensity to meddle with the currency system.” Mises goes on to explain that sound money is a crucial instrument for the “protection of civil liberties against despotic inroads on the part of governments, as important as the constitution, independent institutions, and the system of checks and balances that protects citizens in a democratic society”.

A currency needs to be a reserve of value, a unit of measure, and a generalized means of payment to be money. The reason why central banks print it out of thin air is to disguise the enormous and rising imbalances of governments. As the process becomes unstoppable, the independence of central banks is not only in question but widely denied. Governments do not want independent central banks because they prefer to increase deficits and control the economy at the expense of citizens’ savings and wages, believing it is for their own good. Currency manipulation is not a tool for growth; it is a tool for control and cronyism. That is why governments count on some powerful allies in the process of complete control and statism. Making you poorer also makes you vulnerable and dependent on an ever-increasing state that promises free wealth and freedom but delivers poverty and repression.

The destruction of the currency is inevitable if honest money is not implemented.

Sound money is as important as independent institutions. It protects the citizen from the perverse incentives of governments to pass their imbalances to the population, and it is essential to guarantee the essence of liberty, which is economic freedom.

Daniel Lacalle, economist and fund manager, is a professor of global economy at IE Business School in Madrid. Culled from mises.org.

Voting with their feet

By Lipton Matthews

The exodus of human capital is a primary concern for developing countries wishing to stem the tide of emigration. Some believe that emigration prevents poor countries from capitalizing on the talents of their best people. Critics suggest that poor countries would excel if the smartest minds did not emigrate. Theoretically, this sounds plausible; however, it obscures the inspiration for emigration.



If underperforming countries could equip their citizens with superior alternatives, then they would not migrate. Richer countries lure quality immigrants because of their infrastructure. Immigrants are attracted to their universities, institutions, and commercial excellence. Working in a developed country provides greater scope for professional enrichment.

Exposure to first-rate training and cutting-edge technology means that people can create greater value in a developed country. Immigrants would be less impactful had they remained in the developing world. Choosing to remain in an unproductive country only limits the ability of competent people to make a global contribution. Quite often, the genius of the smartest minds is constrained by the limitations of poor countries.

In successful countries, more options exist for people to thrive. Due to economic diversification, opportunities for employment are more plentiful. Further, in richer countries, the private sector plays an instrumental role in development. Therefore, there is less reliance on government employment.

Government has a political agenda, whereas the private sector has an economic agenda, so the growth of government can sap the dynamism of the private sector. Promoting economic freedom in the developing world would curb the level of emigration by unleashing the entrepreneurial talents of citizens. Richer countries exhibit higher levels of economic freedom; therefore, it's easier for their citizens to become wealthy. For instance, Rwanda is perceived as a rising economic star in Africa, and economists attribute its prosperity to economic freedom.

Corruption, political networks and discrimination

Unlike Rwanda, some developing countries use the state as a bludgeon to badger citizens. Not only are economic activities severely regulated but corrupt politicians also employ government resources as a tool to elevate cronies. Corruption is another major reason for emigrating. There is a strong perception in developing countries that success is linked to political networks.

Hence, people who are disconnected from positions of influence feel that success is only possible if they emigrate. The perception is that in countries like the United Kingdom and America, no one is above the law. People truly believe that if you work hard in these countries, then you will succeed. In rich countries, there are also critiques of meritocracy, but in the developing world it's the norm for even low-level positions to be politicized, so the credibility of a meritocratic state is seriously doubted.

The world gains nothing when talented people are trapped in unproductive places.

Additionally, because of the reputation of some countries, citizens encounter discrimination when traveling or doing business. Some countries in the Caribbean do not need a visa to enter America, Canada, or the United Kingdom. Yet Jamaica is not one due to its reputation for criminality. As such, traveling can really be a hassle for Jamaica.

Doing business online is equally arduous for countries known for financial scams. Ambitious people will travel and do more business than the average person; so if their country's reputation is a barrier to success, then emigration will become a feasible option. Changing a country's culture is hard and the political establishment might not possess the will to do so. So to secure their future, citizens migrate to better places.

Apart from structural drivers, emigration is fuelled by sociocultural factors. In some poor countries it is widely believed that affluence earns people the ire of unscrupulous persons; therefore, to escape the wrath of envious personalities, people emigrate. Jamaicans refer to envious people as being "bad mind," whereas others talk about the evil eye. A study even shows that Jamaicans cite envy as a reason for emigrating. Clearly, people are emigrating to access better opportunities and to benefit from higher quality social relationships.

Emigrating to a superior country leads to social mobility, so citizens should not be discouraged from doing so. The world gains nothing when talented people are trapped in unproductive places.

Lipton Matthews is a researcher, business analyst and contributor to Merion West, The Federalist, American Thinker, Intellectual Takeout, and Imaginative Conservative. Culled from mises.org.

La justice est-elle la finalité du droit ?

Par Milan Meetarbhan

On confond souvent dans le jargon populaire droit et justice. Est-ce que Droit et Justice veulent dire la même chose ? Quand on dit « je vais recourir à la justice », est-ce la même chose que de dire « je vais avoir recours au Droit » ? Ou alors, est-ce qu'on a recours au droit pour obtenir la justice ? Est-ce la fonction des juges chargés de l'application du droit de rendre justice ? Est-ce qu'on peut obtenir justice sans invoquer le droit ?



Autant de questions auxquelles on n'a pas toujours de réponse. On a débattu pendant des centaines d'années sans pour autant être en mesure d'apporter des réponses définitives. Ou alors, on trouve des réponses qui sont souvent contradictoires car chacun peut apporter sa réponse selon le terrain où il se place pour répondre à ces questions. Le théoricien du droit pourrait avoir une réponse différente de celle de l'avocat appelé à plaider devant les tribunaux ou le juge chargé de trancher un litige. Le philosophe peut apporter une réponse différente de celle du théologien.

Les réponses peuvent être également différentes selon les attentes des justiciables qui intentent un procès devant un tribunal.

Ballade linguistique

Commençons par un bref rappel étymologique en se référant à des locutions françaises et anglaises, puisque notre société bilingue nous offre l'avantage de jongler avec des termes, voire des concepts, dans les deux langues pour mieux comprendre ces concepts.

On dit que le citoyen se tourne vers la justice pour régler ses différends. On entend souvent dire qu'il ne faut pas se faire justice soi-même ou encore qu'il faut laisser la justice suivre son cours.

Si on devait traduire ces phrases en anglais, on n'utiliserait pas forcément le terme *justice* pour traduire le terme français justice. Alors qu'en français on dit que le citoyen aura recours à la justice, l'anglais dira plutôt « he will take his dispute to the courts ». Ou quand on dit qu'il ne faut pas se faire justice soi-même, on dirait en anglais : « He must not take the law in his own hands. » On demandera de « let the law follow its course » (il faut laisser la justice suivre son cours).

Dans chacune de ces phrases on utilise le terme justice en français mais pas dans la version anglaise.

Mais il faut souligner qu'en anglais on parle quand même de « the justice system » quand on se réfère à l'ensemble des mécanismes qui existent pour faire appliquer le droit et sanctionner le non-respect du droit.

De même, en anglais on distingue entre « the law » et « the rights », alors qu'en français on utilise le terme droit à la fois pour *law* et *rights*. Il existe le droit et les droits. Donc en langue française, le terme droit comprend aussi bien le droit que les droits alors qu'on utilise deux termes différents en anglais pour le droit et les droits. En anglais, le droit, c'est *the Law* alors que les droits sont *the Rights*. On dit, par exemple, « you turn to the law » ou « you should know your rights. » Par contre, en français on dirait « consulter le droit pour connaître vos droits. »

Cette petite ballade linguistique que nous avons le privilège d'effectuer en raison de notre bilinguisme nous éclaire sur les nuances qui peuvent exister dans l'utilisation de certains termes qu'on retrouve dans le langage commun. Si on utilise communément les termes droit et justice pour dire la même chose, tel n'est pas nécessairement le cas.

Il convient maintenant de définir les termes « droit » et « justice » avant de poursuivre la discussion.

Quel est le sens du terme « droit » ?

Par « droit » on entend des systèmes normatifs globalement efficaces et incluant des règles de sanction au sens strict, c'est-à-dire des règles selon lesquelles la violation d'une autre règle du système entraîne, en dernier lieu, l'obligation d'exercer un acte de contrainte.

On distingue entre droit positif et droit naturel. Le droit positif comprend l'ensemble des règles prescrites par les législateurs ou à travers des décrets pris par les autorités publiques alors que le droit naturel comprend des principes et des règles qui ont évolué avec le temps sans qu'ils soient explicitement "posés" par des institutions humaines.

On peut dire que ce sont des droits innés – des droits qu'on possède de par le fait qu'on existe et qui ne sont pas octroyés par la puissance publique.

La « théorie du droit naturel » est une théorie affirmant qu'il existe des normes qui seraient juridiques sans être produites à partir d'un ensemble de comportements humains. Une telle conception se heurte à l'impossibilité logique de déduire des propositions normatives à partir de propositions uniquement non normatives. C'est notamment le cas lorsque l'on affirme qu'une norme est valide en droit parce qu'elle est valide en dehors du droit ou qu'une norme de droit n'est en vérité pas valide en droit parce qu'elle ne l'est pas dans un ordre normatif externe au droit.

Une action humaine doit être approuvée ou rejetée en fonction de leur mérite au regard de la morale ou de la vertu.

Le sens du terme « justice »

Par « justice » on entend des ensembles de normes concernant la manière dont devrait se faire la distribution de « biens », au sens le plus large du terme, dans une société donnée. Les normes de la justice portent de manière constitutive sur un domaine déterminé de la « morale » si l'on entend par là tout ensemble de normes concernant le comportement humain indépendamment de toute sanction et de toute efficacité.

Le terme justice peut avoir deux connotations différentes. D'abord si le droit est l'ensemble des principes qui régissent la société, la justice est le respect et l'observation de ces règles.

Mais la justice est aussi un principe philosophique et moral fondamental : une action humaine doit être approuvée ou rejetée en fonction de leur mérite au regard de la morale ou de la vertu.

On parle aussi de la justice rétributive, celle qui vise à rétablir l'ordre dans la société par l'imposition d'une sanction proportionnée au mal causé à la société ou à un individu.

Quant à la justice distributive, on peut résumer ainsi cette théorie : Il faut rendre à chacun son dû.

Pour le citoyen, la recherche de la justice, c'est la reconnaissance de ses droits qu'il estime avoir été lésés, et ce sera la justice réparative qui corrigera une inégalité ou une injustice.

Dans le même ordre d'idées, on peut dire que s'il existe la justice rendue par les tribunaux établis par les institutions étatiques ou autres, il existe aussi la justice divine qui repose sur un ordre

moral et dont les infractions sont “sanctionnées” sans qu’il y ait intervention humaine même si des juges peuvent parfois reconnaître et motiver leurs jugements par des considérations relevant du droit naturel. Selon certaines croyances, les sanctions pour infractions de l’ordre moral peuvent être appliquées dans le monde de l’au-delà.

La notion de justice divine ne présuppose pas une croyance en Dieu ou UN Dieu même si pour les croyants cela veut dire que Dieu châtiara ceux qui ont fauté, par exemple. Cette notion correspond à ce qu’on appelle le droit naturel : c’est dans l’ordre normal des choses que celui qui commet une injustice sera tôt ou tard rattrapé par la loi de la nature et qu’il subira les conséquences de son acte. C’est une notion qui s’apparente aussi à celle du KARMA.

Le juge ne crée pas le droit mais applique la loi

Après cette introduction plutôt théorique, essayons maintenant d’apporter quelques éléments de réponse à la question de savoir si la finalité du droit est la justice.

La première question qu’on se pose est toujours celle-ci : est-ce que ceux qui sont chargés d’appliquer le droit doivent rendre justice ?

On enseigne à l’étudiant en droit que la fonction du juge est d’appliquer le droit tel qu’il existe même avec ses imperfections et non de rendre justice.

En d’autres mots, même si le juge est convaincu que dans le litige qu’il est appelé à trancher, il doit décider dans un certain sens pour rendre justice aux parties, il ne peut le faire car il est tenu d’appliquer la loi telle qu’elle existe même si cette application stricte de la loi a pour résultat une conséquence injuste.

Le juge n’est pas le législateur. Il applique la loi telle qu’elle existe. Il ne crée pas le droit.

Dans une démocratie où existe la séparation de pouvoirs, la fonction législative est séparée de celle du judiciaire.

Une lecture sommaire de la doctrine de séparation de pouvoirs nous amène à la conclusion suivante : il revient au législateur élu par le peuple de légiférer, et au juge de veiller à l’application de la loi. Tout comme le législateur ne peut usurper les pouvoirs du judiciaire, le juge ne peut s’ériger en législateur et créer de nouvelles lois parce qu’il estime qu’une disposition de la loi qu’il est tenu d’appliquer conduira à une injustice. Le juge applique la loi mais ne crée pas la loi.

La seule source légitime du droit est la volonté générale

Les philosophes ont longtemps discuté sur le fait que la justice repose sur la force et qu’elle n’est par conséquent pas toujours juste. Ils entendent par là que ceux qui sont chargés de rendre justice et d’appliquer la loi ont été nommés par ceux qui détiennent la force. D’autre part, les mesures coercitives décrétées par les juges ne peuvent être exécutées que par ceux qui détiennent la force.

Selon Blaise Pascal, « la justice est sujette à dispute. La force est très reconnaissable et sans dispute. Aussi on n’a pu donner la force à la justice, parce que la force a contredit la justice et a dit qu’elle était injuste, et a dit que c’était elle qui était juste. Et ainsi, ne pouvant faire ce qui est juste fort, on a fait que ce qui est fort fut juste »

Le droit est nécessaire pour imposer des limites aux citoyens afin de maintenir l’ordre social et de protéger l’intérêt général.

Jean Jacques Rousseau abonde dans le même sens : « Le plus fort n’est jamais assez fort pour être toujours le maître, s’il ne transforme sa force en droit, et l’obéissance en devoir. »

D'ailleurs, on sait que bien souvent quand un quartier est contrôlé par un gang, on dit « C'est le gang X qui fait la loi ici ». Peut-être que cette phrase lapidaire traduit bien ce que les philosophes ont écrit sur plusieurs pages !

Posons-nous maintenant la question suivante : est-ce que le droit est toujours JUSTE ? Si c'est le cas, est-ce que l'application du droit mène toujours à la justice ?

Est-ce que le droit est toujours doté d'une vertu intrinsèque ? Par conséquent, est-ce qu'il y a toujours une justice intrinsèque du droit ?

En fait, il existe dans des pays du *common law* hérité de la Grande Bretagne, la notion d'EQUITY qui permet à un juge de décider, dans certains cas, selon des principes d'équité en l'absence de dispositions expresses en droit positif.

Cette pratique anglaise a également été adoptée par les juges à Maurice malgré la forte dominance des principes de droit français. On parle dans ces cas de *equitable jurisdiction* qui permet au juge d'émettre un ordre qui est considéré comme un *equitable remedy*.

La question fondamentale demeure celle-ci : la Justice est-elle la finalité du Droit ? Cette question a été posée depuis des années, voire des siècles, et il n'y pas de réponse définitive possible car chacun tente d'y répondre en fonction d'une discipline qui est la sienne. Donc si on n'est pas toujours en mesure d'apporter une réponse à la question, on peut quand même proposer quelques pistes de réflexion.

On peut donc conclure en rappelant la thèse philosophique qui repose sur l'argument selon lequel la seule source légitime du droit est la volonté générale, cette volonté qui veille à l'intérêt général parce qu'elle représente la volonté de la majorité des citoyens. Le droit intervient au service de cette volonté à travers la justice institutionnelle qui, pour faire appliquer le droit, peut appliquer des sanctions.

Dans la mesure où le droit est nécessaire pour imposer des limites aux citoyens afin de maintenir l'ordre social et de protéger l'intérêt général, le droit permet d'atteindre ce but sans nécessairement poursuivre l'objectif d'assurer que la justice soit rendue dans tous les cas.

Milan Meetarbhan est avocat, Docteur en Droit International.
